

COLETTE BRAECKMAN

LA MORT DE KABILA : NOUVELLE DONNE DANS LA GUERRE EN RDC

LA MORT DE LAURENT DÉSIRÉ KABILA A PRODUIT UNE NOUVELLE DONNE DANS LE CONFLIT QUI AFFECTE L'AFRIQUE CENTRALE DEPUIS QUATRE ANS. LES PREMIERS ACTES DE SON FILS JOSEPH, CHOISI POUR ASSURER LA « RÉGENCE », LA NOMINATION D'UNE NOUVELLE ÉQUIPE GOUVERNEMENTALE, MAIS AUSSI ET SURTOUT L'ÉVOLUTION DE LA POSITION DES BELLIGÉRANTS À L'ÉGARD DU PROCESSUS DE LUSAKA, SUSCITENT DES ESPOIRS AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE, QUI CONSIDÈRE JOSEPH KABILA COMME UNE « DIVINE SURPRISE ». CET ARTICLE MONTRE TOUTEFOIS QUE LES HYPOTHÈQUES QUI PÈSENT SUR L'AVENIR DE LA RDC SONT LOIN D'ÊTRE LEVÉES.

L'assassinat du président Laurent Désiré Kabila, le 16 janvier dernier, a été le point culminant de la crise qui déchire la République démocratique du Congo depuis le 2 août 1998. Même si la mort violente du chef de l'État prit au dépourvu un régime qui n'avait rien prévu pour la succession du Président et frappa la population de stupeur, elle ne fut pas réellement une surprise : depuis des mois, l'ancien maquisard que les Ougandais, conseillés par feu Julius Nyerere, étaient allés chercher en 1996 dans son exil tanzanien, avait été présenté comme le verrou bloquant toute solution à la crise, l'obstacle empêchant l'application des accords de paix de Lusaka. Avant que Rachidi, le garde du corps du Président, n'accomplisse son geste fatal, plusieurs tentatives d'attentat avaient déjà été déjouées et le régime de Kinshasa se trouvait dans une situation de plus en plus critique : les trois mouvements rebelles (le RCD-Goma soutenu par le Rwanda ; son aile dissidente dirigée par le professeur Wamba di Wamba et appuyée par l'Ouganda ; le Mouvement pour la libération du Congo, avec à sa tête Jean-Pierre Bemba, épaulé lui aussi par Kampala) étaient présents sur plus de 50 % du territoire.

En décembre 2000, en dépit des accords de cessez-le-feu de Lusaka, le RCD-Goma, le plus fort des trois mouvements, s'était emparé de la localité katan-gaise de Pweto, d'où la route semblait ouverte vers Lubumbashi, tandis que



Jean-Pierre Bemba menaçait de descendre sur Kinshasa depuis son fief de l'Équateur. Sur le plan intérieur, la situation économique se caractérisait par des pénuries de carburant (ressemblant à un embargo de fait), une crise financière (due à l'interdiction, signifiée par le régime, de posséder des devises étrangères) et, surtout, une catastrophe humanitaire dont la communauté internationale n'a pas encore mesuré toute l'ampleur. Selon certaines estimations, réalisées entre autres par l'ONG américaine International Rescue Committee, le conflit aurait déjà fait 2,5 millions de morts, tandis que 2 millions de Congolais sont devenus des déplacés internes, dont 1 million sont privés de toute aide humanitaire car ils se trouvent dans des endroits pratiquement inaccessibles. En outre, plus de 300 000 Congolais ont été obligés de fuir vers les pays limitrophes. À Kinshasa, 70 % des 6 millions d'habitants disposent de moins d'un dollar par jour, et la malnutrition touche 70 % des enfants des communes périphériques.

L'HÉRITIER JOSEPH KABILA, UN SIMPLE FONDÉ DE POUVOIR ?

Dès la mort de Laurent Désiré Kabila, démentant ceux qui prévoyaient déjà une extension du chaos, préparaient peut-être la mise du pays sous tutelle internationale ou souhaitaient un retour au pouvoir des anciens mobutistes, l'entourage du Président réussit à serrer les rangs et proposa une solution imprévue : Joseph Kabila, le fils du défunt, commandant en chef de l'armée de terre et qui avait été étroitement associé par son père à la conduite des affaires, fut choisi pour assurer la présidence. Se trouvant à Lubumbashi au moment de l'assassinat, il avait échappé au commando qui avait l'intention de décapiter le régime, et réussi à regagner Kinshasa dans la nuit qui suivit l'attentat contre son père.

De manière étonnante, l'aide de camp de Kabila, le colonel Eddy Kapend, qui avait surpris tout le monde en se rendant à la télévision quelques minutes seulement après l'attentat, après avoir logé une balle dans la tête de Rachidi Kasereka, le garde du corps assassin, accepta de se défaire d'un pouvoir qu'il avait eu entre les mains durant quelques heures. Par la suite, Kapend fut arrêté, interrogé sur son rôle au moment de l'attentat et présenté comme l'un des principaux acteurs du complot, mais les conclusions de la commission d'enquête le mirent provisoirement hors de cause. Alors que Kinshasa refusait toujours de reconnaître officiellement la mort de Kabila, déjà annoncée à l'étranger, son fils fut désigné pour assurer l'« intérim » du pouvoir, et les alliés angolais, namibiens et zimbabwéens dépêchèrent aussitôt des renforts afin d'assurer le calme dans la capitale et de protéger les personnalités du régime.

Selon toute apparence, le choix de Joseph Kabila a été dicté par les circonstances, les proches du défunt ayant estimé que le jeune homme (âgé de trente ans),

déjà chef de l'armée de terre, représentait la meilleure des solutions de continuité, sinon le plus petit commun dénominateur à même de réunir autour de lui toutes les factions en présence. Impassible, pratiquement inconnu de l'opinion nationale et internationale, ayant toujours évolué dans l'ombre de son père et connaissant tous les secrets du régime, Joseph Kabila a surpris dès les premiers jours en prononçant un discours inaugural très remarqué.

Non seulement il levait d'emblée tous les obstacles posés par son père à la mission du médiateur sir Ketumile Masire, autorisait le déploiement des forces de la Monuc (Mission des Nations unies pour le Congo), plaidait sans équivoque en faveur de la paix, mais aussi, sinon surtout, il promettait des mesures économiques de nature à satisfaire les Occidentaux : révision du code minier et de la loi sur les investissements, libéralisation de la circulation des devises, abolition du monopole de la commercialisation du diamant... En outre, le jeune Président abolit les prérogatives de la très redoutée Cour d'ordre militaire dans le domaine des affaires civiles, et promit d'autoriser le libre fonctionnement des partis politiques, sans pour autant préciser la date d'application de cette libéralisation.

L'embellie ne devait pas tarder : après un entretien de quatre heures avec l'ambassadeur des États-Unis, le jeune Président se voyait invité par le président Bush, et prié de s'arrêter à Paris et à Bruxelles pour une visite de travail. Ce premier voyage, salué favorablement par l'opinion congolaise, a pris l'allure d'un sacre : les trois capitales, qui avaient naguère boudé le père, consacrèrent le pouvoir du fils, au grand dam de l'opposition en exil et des mouvements rebelles, soudain mis sur la touche. Que s'était-il donc passé ? Par quelle magie Joseph Kabila, un néophyte en politique, moins légitime encore que son père qui pouvait tout de même se prévaloir de trente années de lutte contre la dictature mobutiste, se retrouva-t-il ainsi consacré à la fois par les Occidentaux et par les alliés du Président défunt ?

Le jeune chef d'État a d'abord rassuré par sa faiblesse : alors que son père était considéré comme un incorrigible rebelle, peu malléable, sinon peu fiable, nostalgique des idéologies des années 1960, mal entouré d'anciens compagnons de maquis ou de militants rentrés d'exil, chacun s'imagina pouvoir influencer son fils Joseph. C'est ainsi que le ministre belge des Affaires étrangères se comporta avec lui comme un véritable « tonton » et promit une reprise prochaine de l'assistance belge afin de restaurer les bases de l'État, que Jacques Chirac se déclara impressionné par la maturité du jeune homme et que la France choisit de renforcer son soutien diplomatique à Kinshasa. Cet appui français se traduisit par des positions remarquées au sein du Conseil de Sécurité et par la publication d'un rapport accablant sur le pillage des ressources naturelles du Congo par les belligérants.



Quant aux alliés africains du régime, le Zimbabwe, la Namibie et l'Angola, ils dissimulèrent leur désappointement devant le fait que le jeune Président avait entamé sa carrière par de longues tournées en Occident au lieu de venir, en priorité, remercier ceux qui avaient sauvé la mise du régime. Ils confirmèrent leur appui, avec peut-être plus d'enthousiasme du côté zimbabwéen (dont les intérêts miniers étaient garantis) que du côté angolais, Luanda ayant été la dernière capitale à accueillir Joseph Kabila. C'est d'ailleurs un général zimbabwéen qui prit la tête de la Commission d'enquête internationale sur les responsabilités dans l'assassinat de Laurent Désiré Kabila, une commission qui devait conclure, fin mai, que le défunt avait été victime d'un complot international auquel le Rwanda, l'Ouganda et leurs alliés rebelles avaient pris part. Cette conclusion suscita, sans surprise, les vifs démentis des intéressés, même s'il est probable que Kampala, la première capitale à annoncer la nouvelle, avait été associée aux préparatifs de la liquidation de Kabila.

La version officielle de l'assassinat présentée par la Commission d'enquête a le mérite, pour le pouvoir, de détourner l'attention en direction des rebelles et de leurs protecteurs rwandais et ougandais, et d'écarter toute implication éventuelle de l'un des alliés de Kabila, l'Angola en l'occurrence. On sait cependant que Luanda avait à plusieurs reprises exprimé son insatisfaction à l'encontre de Kabila senior, soupçonnant même certains de ses proches d'avoir commis le « péché mortel » aux yeux du président dos Santos : commercialiser des diamants provenant de l'Unita de Jonas Savimbi.

Si le Président était considéré comme faible et inexpérimenté, une image qui devait rapidement être démentie dans les faits, son entourage rassura, car on y découvrit des hommes comme Jean-Claude Masangu, le très expérimenté gouverneur de la Banque nationale, Tumba Luaba, un juriste qui allait devenir ministre des Droits humains, l'avocat Jean M'Buyu, un Katangais, ancien directeur de cabinet du ministre de la Justice Mwenze Kongolo, qui avait longtemps milité en faveur des droits de l'homme du temps de Mobutu. Les observateurs constatèrent aussi que le jeune chef d'État avait de la suite dans les idées et de la méthode : sachant que l'opinion tant nationale qu'étrangère souhaitait le départ de quelques-uns des proches compagnons de son père, dont le puissant ministre de l'Intérieur Gaëtan Kakudji ou le ministre de l'Éducation nationale Abdoulaye N'Dombassi, il n'attaqua pas de front des « oncles » qui l'avaient porté au pouvoir, mais entreprit, en priorité, de remanier les forces de sécurité et de placer des fidèles à la tête de l'armée, afin de priver les futurs mécontents de toute force de frappe éventuelle. La rupture avec les « oncles » fut cependant relative : les ministres d'État congédiés furent priés de se pencher sur la création d'un parti présidentiel, leur influence demeure réelle dans les coulisses du pouvoir et la sécurité a été confiée à Kazadi Nyembe, l'un des plus anciens compagnons de maquis de Kabila senior.

La nouvelle équipe gouvernementale, entrée en fonctions à la mi-avril, reflète à la fois les qualités de Joseph Kabila et la faiblesse de sa position. En effet, les « oncles » les plus contestés ayant été mis à l'écart, le gouvernement est l'émanation d'une génération plus jeune, celle de quadragénaires technocrates dont Léonard She Okitundu, qui garde son poste des Affaires étrangères, est le chef de file. L'équipe se compose de personnalités à la fois novices en politique et proches du jeune chef de l'État. Avec un « survivant », cependant, Mwenze Kongolo, l'ancien ministre de la Justice, désormais en charge de l'important ministère de l'Intérieur. Mwenze Kongolo, un Katangais, est l'un de ces représentants de la diaspora américaine arrivés à Goma dans les premiers jours de l'AFDL, et, s'il a réussi à se maintenir au sommet, ce n'est pas seulement parce qu'il est katangais ou qu'il a des appuis outre-Atlantique, c'est aussi parce qu'il apparaît comme le garant des intérêts miniers du Zimbabwe au Katanga et au Kasai.

Cependant, malgré la qualité des hommes qui la composent, l'équipe demeure décevante, aucune personnalité de premier plan de l'opposition n'ayant accepté d'en faire partie : les leaders des principaux partis politiques assurent tous qu'ils attendent le dialogue intercongolais et refusent de se « mouiller » avec l'équipe de Joseph Kabila, à qui ils dénie toute légitimité. Cette attitude, non exempte d'opportunisme à l'heure où le pays est divisé et traverse une crise sans précédent, pourrait cependant se retourner contre les partis traditionnels. La population, en effet, encore plus appauvrie que de coutume, épuisée, est lasse de la guerre et des jeux politiques, et elle aspire à être dirigée par une équipe « qui travaille ». Autrement dit, si le gouvernement mis en place par Joseph Kabila se montre efficace, réussit à négocier la fin de la guerre et, surtout, à décrocher l'aide occidentale, ballon d'oxygène indispensable à tout redressement économique, on peut parier que la population se détournera d'une classe politique qui n'a pas su saisir sa chance, et que les partis traditionnels risquent d'être sévèrement sanctionnés en cas d'élections.

La voie du nouveau pouvoir demeure cependant étroite : la libéralisation des devises a entraîné, dans un premier temps, une hausse spectaculaire du cours du dollar, tandis que les prix du carburant quadruplaient. Le régime, après un bref état de grâce, s'est donc trouvé confronté à un mécontentement populaire attisé par les partis d'opposition, et il espère que l'aide occidentale lui permettra, sans tarder, de colmater les brèches sociales.

L'opposition politique demeure toujours obnubilée par la perspective du dialogue intercongolais, qui devrait être entamé à la mi-juillet et, selon les termes de l'accord de Lusaka, jeter les bases d'un « nouvel ordre politique ». Il n'est pas sûr qu'elle ait réalisé que la donne a profondément changé à Kinshasa. Que le dialogue intercongolais, initialement imaginé et soutenu par l'Occident



comme un moyen de déposséder Kabila père de son pouvoir, était soudain devenu moins urgent, moins contraignant à partir du moment où une équipe nouvelle, considérée comme plus moderne, plus libérale, avait pris les commandes dans la capitale.

LES HYPOTHÈQUES DU « PROCESSUS DE PAIX »

Tout semble indiquer que, pour des raisons encore imparfaitement élucidées, les capitales occidentales ont décidé de donner sa chance à Joseph Kabila et de soutenir ses efforts en vue de mettre fin à la guerre. C'est pourquoi une dynamique nouvelle s'est mise en place dans la région : les belligérants ont entamé le retrait de leurs troupes sur une profondeur de quinze kilomètres, suivant les termes du cessez-le-feu prévu à Lusaka, les observateurs de l'Onu se sont déployés dans tout le pays avec pour mission de surveiller le respect du cessez-le-feu, et des troupes chargées d'assurer leur sécurité ont été mises en place, chaleureusement accueillies par la population où, comme à Kisangani, quelque 100 000 personnes s'étaient déplacées pour saluer l'arrivée des Casques bleus.

Fortement mis sous pression, entre autres à la suite de la publication de l'accablant rapport de l'Onu sur le pillage des ressources du Congo, le Rwanda et l'Ouganda, plus durement mis en cause que le Zimbabwe, ont assoupli leur position. C'est ainsi que le président Museveni a unilatéralement décrété qu'il se retirait des accords de Lusaka et, surtout, que ses troupes allaient quitter le Congo, tandis que le Rwanda faisait reculer son armée non pas de quinze, mais de 200 kilomètres. Échaudés par trop de vaines promesses, les Congolais se montrent cependant sceptiques : ils soulignent que si l'APR (Armée patriotique rwandaise) s'est retirée du front katangais, c'est pour mieux se déployer au Nord- et au Sud-Kivu, et ils craignent que des officiers ougandais, ayant simplement changé d'uniforme, se soient maintenus aux côtés des troupes de Jean-Pierre Bemba, devenu le leader d'un mouvement rebelle réunifié, le Front pour la libération du Congo, présent sur un territoire s'étendant de l'Équateur jusqu'à Bunia.

Cependant, en plus d'un nouveau dynamisme onusien, les contacts bilatéraux se multiplient entre les belligérants et pourraient engendrer à l'avenir de surprenants développements, sinon des renversements d'alliances. Qu'on en juge : une délégation ougandaise de haut niveau, conduite par le ministre des Affaires étrangères, a séjourné à Kinshasa, le président rwandais Paul Kagame s'est rendu au Zimbabwe où il s'est entretenu avec son homologue Robert Mugabe, et il semble que des relations directes se soient nouées entre Joseph Kabila et certains des dirigeants rwandais, que le jeune chef d'État connaît d'autant mieux qu'il a été formé dans les rangs de l'APR au début de la guerre menée par son père en 1996.

Ces échanges bilatéraux entre les différents protagonistes sont à mettre en relation avec de nouvelles donnes dans la région et dans le monde : en Angola, Jonas Savimbi, trop souvent présenté comme définitivement éliminé, a repris espoir lorsque ses anciens contacts républicains ont refait surface dans le sillage de George Bush junior, et il a été rejoint par plusieurs milliers d'anciens militaires mobutistes partisans d'un Jean-Pierre Bemba qui craint de faire les frais d'arrangements au niveau des chefs d'État. En outre, l'antagonisme entre le Rwanda et l'Ouganda n'a cessé de s'aiguiser depuis la guerre de Kisangani, en juin 2000. Désormais, Kigali et Kampala s'accusent mutuellement de vouloir renverser le régime voisin : au moment des élections présidentielles, le Rwanda a été décrit en Ouganda comme une « puissance hostile », tandis que de nombreux officiers déserteurs de l'APR ont trouvé refuge et soutien dans l'entourage de Museveni et que les milieux monarchistes rwandais mènent contre le régime une fronde persistante.

Par ailleurs, un accord éventuel entre Joseph Kabila et Kigali, qui amènerait la République démocratique du Congo à se passer des services des miliciens hutus Interhahamwe et des rebelles burundais des Forces pour la défense de la démocratie, pourrait entraîner, comme conséquence indirecte, l'éclatement d'une guerre généralisée au Burundi, où Hutus rwandais et burundais se retrouveraient en masse et tenteraient de prendre le pouvoir. Les accords d'Arusha, patronnés par Nelson Mandela, qui n'avaient jamais connu un début d'application, seraient alors définitivement torpillés. Et une prise de pouvoir des Hutus à Bujumbura représenterait une nouvelle menace pour le régime de Kigali. La « première guerre mondiale africaine » n'a pas fini de se répercuter dans les pays de la région : en République centrafricaine, le président Ange Félix Patassé (qui soutient le rebelle Jean-Pierre Bemba) a failli être renversé par son ancien rival le général Kolingba, qui était appuyé par un militaire rwandais, le général Safari, secondé par 300 « mercenaires » d'origine rwandaise.

On ignore aussi comment le Rwanda pourra gérer son éventuel retrait du Congo et le rapatriement de ses troupes, car de nombreux Hutus, dont beaucoup de soldats et d'officiers d'Habyarimana dûment « recyclés », sont intégrés dans l'armée rwandaise. Plusieurs rapports issus du terrain révèlent le fait que des miliciens Interhahamwe sont amenés au Kivu, contrôlés par l'armée rwandaise, avec pour mission d'attaquer et de piller des paroisses, des centres de développement ou de se livrer à l'exploitation minière. Le rapport des Nations unies sur le pillage du Congo confirme d'ailleurs le fait que des prisonniers sont amenés depuis le Rwanda pour travailler dans les mines de colombo tantalite, et le major Alphonse Furuma, un officier de l'Armée patriotique rwandaise réfugié en Ouganda, a, dans une lettre ouverte au président Kagame,



dénoncé la présence de 20 000 « irréguliers » rwandais opérant en territoire congolais en appoint aux troupes régulières rwandaises. Comment ces milliers d'hommes, soldats réguliers ou rebelles recyclés, pourront-ils être réintégrés à l'intérieur du Rwanda surpeuplé ? Beaucoup de Congolais craignent qu'ils ne demeurent au Kivu, dotés de nouveaux documents d'identité. Par ailleurs, le comportement des mouvements rebelles demeure une inconnue : sentant que la guerre représente leur dernière carte, plus sûre en tout cas qu'un dialogue politique où ils risquent d'être mis en minorité, les « présidents » de Goma et de Gbadolite (Adolphe Obusumba et Jean-Pierre Bemba), craignant d'être lâchés par leurs parrains, ne seront-ils pas tentés par la fuite en avant, le recours, une fois de plus, à la force des armes ?

Sur le plan intérieur également, l'optimisme affiché dans les capitales occidentales peut sembler prématuré. En effet, Joseph Kabila, malgré ses promesses, n'a pas encore totalement libéralisé la vie politique. Ses déclarations indiquent qu'il partage la vision (fausse) de son père, qui dénonçait l'existence de 450 partis politiques, en ignorant la réalité des principaux courants qui se partagent l'opinion. En outre, les arrestations arbitraires demeurent nombreuses, visant les milieux mobutistes ainsi que des collaborateurs de son père soupçonnés d'avoir participé au complot, mais contre lesquels aucune preuve n'a encore été produite. Si sir Ketumile Masire a repris ses consultations en vue de promouvoir le dialogue intercongolais, bien des ambiguïtés subsistent, entre autres à propos du statut de l'actuel chef de l'État : il apparaît que le président Joseph Kabila n'a aucune intention de se placer sur un pied d'égalité avec les chefs rebelles ni avec les leaders de l'opposition politique non armée. Il se considère comme un chef d'État en titre, assure que le pouvoir n'est pas vacant, et qu'il compte bien assurer la transition et mener le pays jusqu'aux élections promises par son père et auxquelles la population congolaise aspire toujours.

En réalité, durant ses trois premiers mois de pouvoir, le jeune chef d'État a préféré le « débauchage individuel » de personnalités de l'opposition et les contacts interpersonnels à l'ouverture d'un dialogue structuré avec les forces politiques existantes. Ces dernières, elles non plus, n'ont pas fait preuve d'ouverture, comme si elles considéraient qu'elles auraient plus à gagner à passer par l'entremise du médiateur Masire qu'à s'engager dans des négociations directes. Même si les Occidentaux se montrent plus tolérants envers Joseph Kabila qu'à l'égard de son père, manifestant ainsi une sorte d'« optimisme de la volonté », le jeune Président sera cependant obligé de passer par l'étape du dialogue intercongolais, non seulement parce que la population y est favorable mais surtout parce que l'Union européenne en a fait la condition d'une reprise effective de son assistance économique.

Il faut noter cependant que la politique européenne en Afrique centrale fait désormais l'objet de critiques dans le milieu des organisations non-gouvernementales : 28 d'entre elles, surtout d'inspiration catholique, ont récemment dénoncé la politique de « deux poids deux mesures » de l'Union européenne, soulignant le contraste entre le soutien financier quasi inconditionnel accordé à l'Ouganda et au Rwanda et la stricte conditionnalité imposée à d'autres États (le Burundi, le Zimbabwe, la RDC elle-même...¹).

La prudence dont fait preuve Joseph Kabila s'explique aussi par les incertitudes qui continuent à peser sur son régime et par le brouillard qui entoure les circonstances exactes de la mort de son père. En outre, les menaces pesant sur la personne même du jeune Président n'ont pas disparu : au cours du week-end de Pâques, le 16 avril, une tentative de coup d'État a été déjouée de justesse. En dépit de cet échec, des milliers de militaires mobutistes ayant rejoint Savimbi et les rangs de l'Unita rêvent toujours de tenter leur chance ■

Colette Braeckman
Journaliste au *Soir*, Bruxelles

1. Réseau européen Congo, « L'Europe doit arrêter d'encourager la guerre en Afrique centrale », mai 2000.